

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 07/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**FORBO CHATEAU RENAULT SAS**

ZONE INDUSTRIELLE  
PARC INDUSTRIEL OUEST  
37110 Château-Renault

Références : 2026/002  
Code AIOT : 0010000641

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement FORBO CHATEAU RENAULT SAS implanté ZONE INDUSTRIELLE PARC INDUSTRIEL OUEST 37110 CHATEAU-RENAULT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FORBO CHATEAU RENAULT SAS
- ZONE INDUSTRIELLE PARC INDUSTRIEL OUEST 37110 CHATEAU-RENAULT
- Code AIOT : 0010000641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FORBO est autorisée à exploiter son établissement par arrêté préfectoral n°18829 bis du 20 juillet 2010 et n°19222 du 23 avril 2012 pour notamment l'exploitation des installations suivantes soumise à autorisation : rubrique 2330-1: Teinture, impression, apprêt enduction, blanchiment et délavage de matières textiles, la quantité de fibres et de matière susceptibles d'être traitées étant supérieure à 1 t/j (5,2 t/j).

#### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émission - Eaux Résiduelles - Autres paramètres	Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article 4.3.9.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
2	Ressource en eau pour l'extinction d'un incendie	Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article 7.6.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
3	Poteaux incendie internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article 7.6.1	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Vérification et maintien en état de l'installation d'extincteur et RIA	Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article 7.6.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Vérification et	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Demande de	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	maintien en bon état de l'installation électrique	du 20/07/2010, article 7.3.3	justificatif à l'exploitant	

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites d'émission - Eaux Résiduaire - Autres paramètres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article 4.3.9.1				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions aqueuses				
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/01/2025</li> </ul>				
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis.  Référence du rejet vers le milieu récepteur : Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5</p>				
D é b i t   d e ré f é r e n c e	Maximal : 130 m3/jour	Moyen journalier : 85 m3/jour	Moyen journalier : 85 m3/jour	Moyen mensuel : 2550 m3/mois
Paramètres	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)	Concentration m o y e n n e j o u r n a l i è r e ( m g / l )	Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique	Flux moyen mensuel (kg/j) o u   f l u x s p é c i f i q u e moyen mensuel

MES	500	300	30	25,5
DBO <sub>5</sub>	500	250	25	21,5
DCO	1 000	900	90	76,5
N total	150	75	10	7,5
P total	25	15	1,5	1,5
Cu	0,5	0,3	0,03	0,03
Cr	0,5	0,3	0,03	0,03
Cr6	0,1	0,05	0,005	0,005

#### Constats :

Il est à noter que :

- le rejet des eaux industrielles est réalisé dans le réseau de collecte des eaux usées de la ville de Château-Renault pour ensuite être traité dans une station d'épuration collective ;
- l'article 32-3 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié impose une VLE en concentration pour le paramètre Cr de 0,1 mg/l si le flux dépasse 5 g/j.

Les déclarations disponibles sur GIDAF montrent, sur la période d'octobre 2024 à novembre 2025, des dépassements pour les paramètres MES, DBO<sub>5</sub>, DCO et Cr faisant l'objet de mesures mensuelles :

Format des résultats indiqués ci-dessous : [Concentration journalière maximale mesurée en mg/l ou Flux maximal mesuré en kg/j ; VLE]

- MES : 10 dépassements en concentration sans dépasser le double de la VLE [560 ; 300] et 5 dépassements en flux sans dépasser le double de la VLE [44,5 ; 30] ;
- DBO<sub>5</sub> : 11 dépassements en concentration sans dépasser le double de la VLE [500 ; 250] et 8

dépassements en flux sans dépasser le double de la VLE [36,5 ; 25] ;

- DCO : 15 dépassements en concentration dont 11 à plus du double de la VLE [2700 ; 900] et 14 dépassements en flux dont 3 à plus du double de la VLE [226,2 ; 90].

- Cr : 10 dépassements en concentration dont 3 à plus du double de la VLE [0,295 ; 0,1] et aucun dépassement en flux [0,02 ; 0,03].

L'exploitant a transmis au préfet, le 09/10/2025, un porter à connaissance des modifications suivantes :

- implantation sur site d'une station de pré-traitement physico-chimique des effluents afin de rendre le rejet des eaux industrielles conforme aux VLE.

- alignement des VLE en concentration des paramètres DBO5 et DCO aux VLE prescrites dans l'arrêté ministériel du 02/02/1998 pour l'effluent en sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective (respectivement 800 et 2 000 mg/l).

En complément, l'exploitant a transmis par mail du 16/12/2025 les éléments permettant de vérifier que les valeurs limites d'émission en sortie de la station d'épuration collective de Château-Renault sont respectées pour les paramètres MES, DBO5 et DCO.

L'exploitant a indiqué que le calendrier envisagé pour la mise en œuvre de la station de prétraitement est :

- janvier 2026 : accord financier ;

- fin mars 2026 : commande auprès du fournisseur ;

- fin 2026 : mise en service.

Le porter à connaissance précité est en cours d'instruction par l'Inspection.

**=> Les valeurs limites d'émission, dans les eaux industrielles, des paramètres MES, DBO5, DCO et Cr ne sont pas respectées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Ressource en eau pour l'extinction d'un incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article 7.6.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'intervention

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 24/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

- date d'échéance qui a été retenue : 03/01/2025

### Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans l'étude des dangers.

Il dispose notamment en permanence :

- de deux réserves d'eau respectivement de 300 et 600 m<sup>3</sup> ;
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Les moyens de lutte contre l'incendie comportent également un réseau public ou privé alimentant 3 poteaux d'incendie normalisés, respectivement à raison de 55 m<sup>3</sup>/h, 67 m<sup>3</sup>/h et 70 m<sup>3</sup>/h, situés à moins de 200 m de l'établissement. Ce réseau est capable de fournir le débit nécessaire pour alimenter également des R.I.A.

### Constats :

Éléments présentés :

a) Dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie en date du 17/12/2024, selon le guide D9 :

- débit requis calculé : 1099 m<sup>3</sup>/h ;
- ressource en eau disponible : 1182 m<sup>3</sup> (réserves statiques de 300 et 600 m<sup>3</sup>, 3 poteaux incendie internes et un externe).

Il est à noter que le volume de la ressource en eau nécessaire doit être calculé pour une durée de deux heures, soit 2198 m<sup>3</sup> (1099x2) :

- au vu des éléments présentés dans le document du 17/12/2024, le volume de la ressource en eau disponible ne semble pas suffisant ;
- par ailleurs, l'exploitant doit vérifier que les moyens de défense incendie prescrits à l'article 7.6.1 sont adaptés aux risques à défendre, notamment au regard du débit en simultané disponible pour chacun des poteaux incendie (internes à l'établissement et externe si nécessaire). Le cas échéant, une demande de modification de cette prescription devra être réalisée par l'exploitant.

=> point non conforme.

b) Procédure "Gestion des alarmes incendie" (n° PRO-SEC-004-11 révisée le 17/09/2025) :

- les modalités d'ouverture du réseau incendie ont été ajoutées (plan de situation, photos, emplacement de la clé de manœuvre...) ;
- test de l'ouverture réalisé par le technicien de maintenance : la manœuvre s'est parfaitement déroulée ;
- l'ajout d'une affiche, à proximité de la vanne à manœuvrer et décrivant la procédure d'ouverture, pourrait utilement être réalisé par l'exploitant.

=> pas d'écart sur ce point.

<p>=&gt; L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que la ressource en eau pour la défense extérieure contre l'incendie est suffisante (calcul D9 erroné ; débit en simultané disponible pour chacun des poteaux incendie à justifier).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Poteaux incendie internes à l'établissement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article 7.6.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans l'étude des dangers. Il dispose notamment en permanence :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des robinets d'incendie armés</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie comportent également un réseau public ou privé alimentant 3 poteaux d'incendie normalisés, respectivement à raison de 55 m³/h, 67 m³/h et 70 m³/h, situés à moins de 200 m de l'établissement. Ce réseau est capable de fournir le débit nécessaire pour alimenter également des R.I.A.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Éléments présentés :</p> <p>rapports de la vérification réalisée le 26/02/2025, par la société TOURAINE PROTECTION INCENDIE, des trois poteaux incendie situés au sein de l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- poteau n°1 : "non conforme" du fait de l'absence d'un "raccord pompier" adapté ; contrôle de débit/pression non réalisé.</li> <li>- poteau n°2 : manque un bouchon ; débit mesuré 50,4 m³/h sous une pression de 1 bar ; ce débit est inférieur aux valeurs de débit précisées</li> <li>- poteau n°3 : capot à remplacer ; débit mesuré 63,6 m³/h sous une pression de 1 bar ;</li> <li>- il n'est pas précisé si le débit mesuré est celui en simultané de l'utilisation des autres poteaux incendie. Ce point est évoqué dans le constat du point de contrôle n°2 du présent rapport.</li> </ul>



<p>=&gt; Le poteau incendie n°1 n'est pas fonctionnel (absence de raccord pompier) et son débit ne peut être mesuré.</p> <p>Un bouchon est absent sur le poteau incendie numéro 2 et son débit est inférieur aux valeurs à respecter.</p> <p>Un capot est à remplacer sur le poteau incendie n°3.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 4 : Vérification et maintien en état de l'installation d'extincteur et RIA**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article 7.6.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/01/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Éléments présentés :</p> <p>a) Registre de sécurité de l'établissement : les informations relatives aux contrôles de l'installation d'extincteurs et de l'installation de RIA sont notées sur le registre de sécurité. La non-conformité est levée.</p> <p>b) Installation d'extincteurs - Document Q4 édité le 16/11/2025 par la société JP Sécurité, visite du</p>

<p>20/10/2025 : ce document indique que "l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4". Pas d'écart constaté sur ce point.</p> <p>c) Installation de RIA - Document de suivi de la vérification des RIA mis à jour suite à l'intervention du 21/10/2025 de la société TOURAINE PROTECTION INCENDIE (TPI) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- indique que 2 RIA ont été remplacés lors de cette intervention ;</li> <li>- mentionne en observation, pour 13 RIA sur 27, "Lance grippée pas possible de prendre la pression" : l'exploitant n'a pas pu apporter de précisions par rapport à cette observation. Test par sondage d'un RIA faisant l'objet de l'observation précitée - RIA n°21 : la mise en œuvre s'est parfaitement déroulée et la pression semble suffisante (le toit du bâtiment situé à proximité est largement atteignable).</li> </ul> <p>Néanmoins, les éléments permettant de justifier que l'ensemble des RIA est en bon état de fonctionnement doivent être transmis.</p> <p><b>=&gt; Les éléments permettant de justifier que l'ensemble des RIA est en bon état de fonctionnement n'ont pas pu être présentés.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 5 : Vérification et maintien en bon état de l'installation électrique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article 7.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques incendie/explosion</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 03/01/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. [...] Une vérification électrique de l'ensemble de l'installation est ainsi effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences</p>

relevées dans son rapport.

L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté les comptes rendus de vérification périodique de l'installation électrique (Q18) édités par l'organisme de contrôle BUREAU VERITAS :

- édité le 19/09/2024 suite à la vérification réalisée du 16 au 19/09/2024 ;

- édité le 07/10/2025 suite à la vérification réalisée du 23/09/2025 au 07/10/2025 .

La conclusion précisée sur ces documents est :

"l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion".

**=> Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite